

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 12/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARBONE VERRE

Parc de la Haute Borne
14 rue Hergé
59650 Villeneuve-d'Ascq

Références : IC-R/0206/24-AL/MC
Code AIOT : 0005107668

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement CARBONE VERRE implanté ... 60220 Formerie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARBONE VERRE
- ... 60220 Formerie
- Code AIOT : 0005107668
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL Carbone Verre exploite sur le territoire de la commune de Boutavent La Grange (Formerie),

un parc éolien comprenant 2 aérogénérateurs de puissance unitaire de 1 MW, présentant une hauteur au moyeu de 66 m et un diamètre de rotor de 60 m.

Le parc éolien a été mis en service en septembre 2011. Le site est exploité par Carbone Verre, qui sous traite à la SAS FE Saint-Reunan la maintenance. La société mère est Innovent.

Ce parc dispose du bénéfice des droits acquis depuis le 17 septembre 2012.

Le 23 janvier 2019, l'éolienne E2 s'est effondrée. Une nouvelle machine a été mise en place.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PC 1 : Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
4	PC 4 : essais et maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	PC 5 : contrôles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	PC 2 : identification et prescriptions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
3	PC 3 : propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
6	PC 6 : manuels et registre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
7	PC 7 : consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
8	PC 8 : moyens de lutte	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
9	PC 9 : documents en français	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3.I section I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater plusieurs non-conformités :

- fréquence des essais "arrêts machines" supérieure à 1 an ;
- fréquence des contrôles des installations électriques supérieure à 1 an ;
- absence de suivi environnemental ;
- fréquence des tests Systèmes instrumentés de sécurité supérieure à 1 an.

Il est donc proposé à madame la préfète un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

portant sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.</p> <p>Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>« Pour un » projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par « le II de » l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas mis en place de suivi environnemental, conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées, permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.</p> <p><u>Non-conformité</u> : Aucun suivi environnemental n'a été fait sur le parc.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p><u>Proposition</u> : mise en demeure demandant à l'exploitant de transmettre un suivi environnemental, conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations</p>

classées, permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs sous 12 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : PC 2 : identification et prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>L'éolienne E2 a été prise à titre d'exemple.</p> <p>L'éolienne E2 est identifiée par un numéro affiché sur la porte située sur le mât. Un panneau sur le chemin d'accès de chaque éolienne comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde face au risque de chute de glace.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC 3 : propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'éolienne E2 a été prise à titre d'exemple.</p> <p>L'intérieur de la machine est propre. Il n'a pas été constaté la présence de matériaux combustibles ou inflammables.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : PC 4 : essais et maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. »</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'éolienne E2 a été prise à titre d'exemple.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2024, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter le rapport de commissioning pour l'éolienne E2 (éolienne remplacée suite à un accident en 2019). Les derniers tests d'arrêt, d'arrêt d'urgence et d'arrêt depuis un régime de survitesse ont été faits le 11 avril 2023. L'exploitant n'était pas en mesure de fournir les résultats des tests réalisés en 2024.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 10 juin 2024 plusieurs documents concernant les essais avant la mise en service industrielle initiale du parc en 2011. L'inspection n'a pas retrouvé les éléments permettant d'attester de la réalisation de ces essais avant la mise en service industrielle du parc.</p> <p>De plus, l'exploitant ajoute qu'il n'y a pas eu de remise en service industrielle pour l'éolienne de</p>

remplacement car celle-ci n'était pas nécessaire.

Or il convient de mettre en avant les définitions suivantes issues de l'article 2.1 de l'arrêté ministérielle du 26 août 2011 :

- mise en service industrielle : phase d'exploitation suivant la fin des essais du bon fonctionnement et de la sécurité de l'ensemble des turbines, à réception par l'exploitant du certificat de contrôle signé par le fabricant, suivant la validation des essais de la dernière turbine du parc. Cette définition est également applicable en cas de renouvellement ;
- renouvellement : pour le présent arrêté, remplacement d'un ou plusieurs aérogénérateurs constituant une modification notable au sens de l'article R. 181-46.

L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance sur le remplacement de l'éolienne E2 du parc éolien de Formerie suite à l'accident en 2019.

Des essais auraient dû être faits sur l'éolienne E2.

Non-conformité : l'exploitant n'a pas réalisé de tests pour vérifier l'état fonctionnel de son parc pour la mise à l'arrêt, la mise à l'arrêt d'urgence et la mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an. En effet, le dernier contrôle a eu lieu le 11 avril 2023.

L'exploitant mentionne que le contrôle des installations électriques est réalisé en interne (par la société FE St REUNAN - maintenance du parc). Il a présenté le rapport de maintenance annuelle où sont mentionnés les contrôles réalisés. Un contrôle a été fait le 11 avril 2023. L'exploitant n'était pas en mesure de fournir les résultats des tests réalisés en 2024.

Non-conformité : l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des installations électriques sur son parc en 2024. En effet, le dernier contrôle a eu lieu le 11 avril 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Propositions :

- mise en demeure de réaliser des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements du parc pour la mise à l'arrêt, la mise à l'arrêt d'urgence et la mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur sous 1 mois ;
- mise en demeure de réaliser un contrôle des installations électriques intérieures et du poste de livraison sous 1 mois ;
- mise en demeure de justifier que la société FE REUNAN réalisant le contrôle des installations électriques est bien un organisme compétent au sens de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : PC 5 : contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, accident

Prescription contrôlée :

I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

L'éolienne E2 a été prise à titre d'exemple.

I. L'exploitant mentionne que le contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pâles est réalisé tous les 3 ans. L'exploitant a présenté le rapport de serrage du 19 juillet 2022. Il ajoute qu'en plus, 10% des brides sont contrôlées chaque année. Il a présenté le rapport de contrôle de serrage partiel du 8 juin 2023.

Le dernier contrôle visuel du mât a été fait le 8 février 2024.

II. Le dernier contrôle visuel des pales a été réalisé le 8 février 2024. Le précédent contrôle avait été fait le 24 avril 2023, soit plus de 6 mois avant le dernier contrôle.

III. L'exploitant a dressé la liste des contrôles des systèmes de sécurité et des capteurs. Cette liste ne comprend pas les systèmes instrumentés de sécurité en cas d'incendie. Cette liste est présente dans le registre de maintenance. Elle précise leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests (annuel) et renvoie sur les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. L'exploitant a fourni des éléments pour attester que ces éléments ont été contrôlés le 24 avril 2023. L'exploitant n'était pas en mesure de fournir les résultats des tests réalisés en 2024.

Non-conformité : l'exploitant n'a pas procédé au contrôle des équipements des systèmes instrumentés afin de s'assurer de leur bon fonctionnement en 2024. Le dernier contrôle a eu lieu le 24 avril 2023 (fréquence de contrôle supérieure à 1 an).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition : mise en demeure de transmettre les éléments attestant des tests de 2024 des systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation <u>en cas d'incendie</u>, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse sous 1 mois.</p> <p>Observation : l'exploitant transmettra le prochain rapport de contrôle des pales qui devra avoir lieu avant le 8 août 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : PC 6 : manuels et registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien en anglais, ce qui n'est pas conforme avec ce qui est mentionné à la section I, article 2.3. - I. : <i>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée (cf PC 9).</i></p> <p>L'exploitant consigne les opérations liées aux maintenances des machines dans les registres informatiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport annuel de suivi ; - plate forme interne "fujin". <p>Ces registres permettent de consigner les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PC 7 : consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2024, l'exploitant a présenté les consignes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 10 juin 2024 les consignes pour les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (pour les batteries et pour les défauts de serrage des brides).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2024, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter la consigne de sécurité suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (<u>notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides</u>). <p>Les autres consignes visées à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 ont été présentées.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 10 juin 2024 les consignes pour les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (pour les batteries et pour les défauts de serrage des brides).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PC 8 : moyens de lutte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont</p>

appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de contrôle de la société Jade du 12 juillet 2023 pour le contrôle des extincteurs. Ce rapport n'est pas clair et ne permet pas de constater que les extincteurs de l'éolienne E2 ont bien été contrôlés.</p> <p>Lors de la visite, la date de contrôle du "12 juillet 2023" n'était pas indiqué sur l'étiquette de l'extincteur 6 kg poudre ABC situé en pied de machine.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 10 juin 2024 un rapport de vérification du parc réalisé par la société JADE le 12 juillet 2023. Il y est mentionné la présence d'un extincteur en nacelle et en pied de tour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PC 9 : documents en français

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3.I section I
Thème(s) : Risques accidentels, manuels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un manuel d'entretien en version française.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 10 juin 2024 un manuel d'entretien traduit en version française.</p>
Type de suites proposées : Sans suite